



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Chef de bataillon
Gérald Raynaud
A1

Fiche de géopolitique

- OBJET** : sujet n°2 : en vue de préparer une visite de votre Chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine
- ANNEXE** : données sur la Chine en Afrique

Le gouvernement chinois doit affronter quatre grands fléaux : la population chinoise, sans cesse plus nombreuse et qu'il faut nourrir ; la diaspora chinoise, importatrice de devises mais pourvoyeuse d'idées nouvelles ; le Japon, avec lequel l'Empire du Milieu doit sans cesse composer en Orient et le Parti Communiste, qui n'a plus aucune utilité mais qui ne veut pas disparaître.

Cette phrase illustre le dilemme chinois et explique son attitude sur la scène internationale. La Chine, dont la situation intérieure a des répercussions à l'extérieur de ses frontières, est entrée dans une phase offensive : son objectif est, au travers d'une normalisation avec ses voisins, de réaffirmer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, y compris Taïwan, d'assurer son développement et de s'imposer sur la scène internationale en résistant à l'influence occidentale.

1. Facteurs internes ayant une influence périphérique et mondiale.

11. Démographie.

La Chine est un géant démographique : 1,3 milliards d'habitants recensés, sans doute environ 1,5 milliards réels. Cette masse dans un pays encore en développement conduit à une émigration importante :

- en Sibérie orientale : officiellement 40 000, certains avancent le nombre de 2 millions de Chinois. Associé à l'exode russe vers l'ouest du pays, cela pourrait devenir une source de conflit avec la Russie à moyen terme.
- en Asie du Sud-Est où la diaspora chinoise est importante (4% de la population cambodgienne par exemple) et poursuit un mouvement déjà ancien.

- en Occident, même si le « Péril Jaune » semble s'éloigner puisqu'on assiste à un phénomène nouveau : le retour des étudiants au pays, sans doute lié au développement économique de la Chine.

Elle conduit aussi à une forte dépendance économique du pays, sur le plan agroalimentaire tout d'abord : la Chine a importé 20 millions de tonnes de céréales en 2004 et pourrait rapidement provoquer des tensions sur le marché régional ; sur le plan des ressources en matières premières ensuite, le pays étant passé dès l'année dernière au deuxième rang des consommateurs de pétrole, ce qui ne manquera pas de créer là aussi des tensions sur le marché mondial à court ou moyen terme.

12. Question des minorités de l'ouest de la Chine.

Ces facteurs intra-étatiques restent irritants sur la scène internationale mais ont une moindre importance aujourd'hui. Le Dalai Lama a ainsi reconnu l'appartenance du Tibet (ou Xinzang) à la Chine contre une garantie du maintien de l'identité de la province. Dans le Xinjiang voisin, le mouvement islamiste a été éradiqué, notamment depuis la chute des Talibans qui le soutenait et son inscription sur la liste des mouvements terroristes en 2003. Il y reste un mouvement autonomiste Ouïgoun en perte de vitesse : le gouvernement a consenti de gros efforts d'investissement (il ne peut perdre cette province qui représente 25% des ressources naturelles de la Chine, qui constitue la route de transit économique vers l'Asie Centrale et où Pékin conduit ses essais nucléaires) et la Turquie, qui soutenait les Ouïgouns turcophones, a reconnu la souveraineté de la Chine sur la province en 2003.

13. Le cas particulier de Taïwan

Taïwan est un facteur de crise qui pourrait rapidement dégénérer. Point de conflit notamment avec les Etats-Unis, Pékin n'a aucunement l'intention de reconnaître l'indépendance de l'île : la Chine veut solder ce qu'elle considère comme les humiliations qu'elle a subies aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles face aux puissances occidentales et au Japon, et Taïwan en représente la dernière marque. Si la Chine serait sans doute prête à se contenter du statu quo actuel, les velléités du Président taïwanais, M. Shyi-kun, de faire un référendum sur l'indépendance pourrait entraîner une réaction militaire de sa part. Une action préventive, avant que l'île ne bénéficie du bouclier anti-missiles américain, n'est même pas à exclure totalement.

2. Périphérie de la Chine.

Le maître mot des relations chinoises avec ses voisins est la normalisation. Des tensions persistent cependant avec le Japon, exacerbées par la question taïwanaise.

21. Asie du Sud-Est.

Les relations de l'Empire du Milieu avec ses voisins de l'Asie du Sud-Est se sont normalisées. Ainsi l'Inde, autrefois adversaire déclaré la Chine, a-t-elle reconnu la souveraineté de Pékin sur le Tibet et réglé la quasi-totalité de ses contentieux frontaliers en 2003. Par ailleurs la Chine est un poids lourd de l'ASEAN, première zone de libre échange mondiale. Enfin, ses relations avec la Corée du Nord sont excellentes et elle se pose ainsi en arbitre sur la scène internationale du différent qui oppose ce pays au reste du monde, même si son contrôle réel sur Pyong-Yang est limité, la logique des dirigeants coréens étant difficile à appréhender même pour les Chinois.

22. Russie.

La Chine a aussi normalisé ses relations avec la Russie, son ancien grand concurrent. Cependant, la décision russe de faire déboucher un futur oléoduc en mer du Japon plutôt qu'en Chine, celle-ci perdant du même coup une capacité d'approvisionnement estimée à 25% de ses besoins, a été un rude coup pour Pékin. On ne peut par ailleurs pas exclure une remontée de la rivalité liée à l'émigration mentionnée supra et au retour prévisible de la Russie en Asie Centrale.

23. Japon.

L'hostilité des Chinois envers le Japon est toujours importante. Les comptes du passé ne sont pas soldés : si Tokyo s'est excusé pour son comportement au XX^{ème} siècle, Pékin

exige qu'il reconnaisse officiellement ses crimes. Par ailleurs, M. Koïzumi, le Premier ministre japonais, a jeté de l'huile sur le feu en s'immisçant dans la question de Taïwan, ancienne colonie japonais.

3. Géopolitique mondiale.

La Chine est aujourd'hui guidée par deux objectifs majeurs au niveau mondial : un objectif politique tout d'abord, qui se caractérise par son opposition aux Etats-Unis, leurs « adversaires » de demain selon les termes américains ; un objectif économique ensuite, l'accès aux ressources primaires et, dans une moindre mesure, la recherche de débouchés pour ses entreprises, étant vitaux pour une économie en croissance fulgurante. La Chine développe ainsi une politique extérieure, économique et militaire offensives.

31. Une politique extérieure active...

Cherchant à contrebalancer le pouvoir occidental et singulièrement américain, la Chine cherche tout d'abord à développer ses liens avec l'Union Européenne. Elle n'hésite pas à mettre en avant les potentialités de son marché face à des économies en recherche effrénée de débouchés nouveaux. Une illustration est l'appel à lever l'embargo sur les armes qui la frappe, lancé notamment par le Président Chirac, contre l'avis américain.

La Chine, longtemps en retrait des décisions internationales, a par ailleurs renforcé son action au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, intervenant notamment sur les dossiers ivoiriens et soudanais.

Enfin, au travers de sa propagande sur la solidarité Sud-Sud, la Chine se pose en porte-parole des pays en développement (PED). Mais son véritable objectif politique, loin de la « défense des opprimés », est de rallier le maximum de pays à sa cause pour notamment :

- avoir un poids suffisant à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui lui permettrait de défendre son projet de « Chine unique » (intégration de Taïwan)
- avoir un poids suffisant à la Commission des droits de l'homme.

Pour ce dernier point, elle développe une diplomatie tous azimuts appuyée par une véritable débauche de moyens : elle entretient les liens avec ses alliés traditionnels (Egypte, Soudan, Algérie, Guinée), les renforce notamment avec le Zimbabwe, la Tanzanie et la Libye et ouvre largement le spectre de ses relations, sauf avec les Etats qui reconnaissent Taïwan, au rang desquels le Tchad, le Sénégal et le Burkina Faso. Elle peut se permettre de multiplier les rencontres bilatérales (cf. annexe §2) et pousse ses 30 provinces à une coopération économique décentralisée avec les Etats africains¹. Le Livre blanc sur la Défense qu'elle a publié il y a quelques mois a par ailleurs révélé des contacts militaires nombreux et de haut niveau.

32. ...appuyée par des moyens économiques importants.

La Chine mène un effort particulier en direction de l'Amérique du Sud et vers l'Afrique. Ainsi, elle investit autant sur ce continent que dans l'ASEAN ; elle apporte manifestement peu d'aides directes, mais plutôt des actions de formation, des missions d'assistance technique, des conduites de chantiers. Par ailleurs, la Chine pratique volontiers ce qu'on peut appeler du troc s'agissant des matières premières. Ainsi le Zimbabwe échange-t-il exploitation de ses mines de platine contre armes.

De plus, si les économies sont de plus en plus interdépendantes en raison de la mondialisation, ceci est particulièrement vrai pour la Chine. Elle finance ainsi le déficit américain en achetant des bons du trésor et pourrait ainsi créer une crise aux Etats-Unis si ceux-ci devenaient trop « pressants » : cette interdépendance est donc pour Pékin un moyen de pression et dissuasion.

32. Une politique militaire active.

Le commerce chinois des armes est florissant, particulièrement vers l'Afrique. Les matériels chinois sont en effet très compétitifs : l'Empire du Milieu exporte allègrement armes légères d'infanterie (ALI), aéronefs et autres matériels, tout comme des moyens de télécommunication. Ces ventes, qui n'entrent pas dans les statistiques commerciales, ne sont pas contrôlées par la COSTIND (commission des industries de défense) : une fois

¹ Déclaration de l'ambassadeur de RPC en RCI, M. Ma Zixhue, le 18 janvier 2005.

arrivées en Afrique, il n'est pas rare que des trafics divers les « répartissent » souvent entre ceux à qui elles étaient destinées et leurs adversaires (exemple la région des Grands Lacs). Cela constitue un facteur de déstabilisation majeur.

D'autre part, la Chine participe désormais à des opérations de maintien de la paix, participation étroitement liée à ses intérêts propres (par exemple au Libéria pour maintenir ce pays dans son camp contre Taïwan)

Enfin, la Chine est en phase de modernisation active de son armée (elle a augmenté la part du PIB du budget de la défense) : elle construit une force dissuasive, pas forcément de masse comme par le passé, en faisant semble-t-il effort sur les moyens de projections aériens et maritimes. Cela lui permettra éventuellement d'intervenir sur ses routes commerciales, voire contre Taïwan le cas échéant.

Conclusion :

La Chine est devenue un acteur majeur sur la scène internationale, guidée par ses objectifs de souveraineté et d'accès aux ressources nécessaires à son développement économique.

Elle voit en particulier l'Afrique comme une composante essentielle de ce développement mais aussi de son dialogue avec les pays occidentaux qui y sont engagés, dont notamment la France. Il apparaît ainsi nécessaire de développer un dialogue direct avec Pékin. A l'instar des Britanniques qui l'ont fait entrer dans leur « Commission for Africa », il serait judicieux de relancer l'idée française de 2004 de créer un sous-groupe de consultations sur l'Afrique.

Annexe
à la
Fiche de géopolitique
du CBA Raynaud Gérard

La Chine en Afrique

1. Commerce sino-africain :

- Le pétrole représente 60% des importations chinoises, concentrées principalement sur l'Angola et le Soudan.
- 5 Etats pèsent pour 60% du commerce sino-africain : Afrique du Sud (21%), Angola, Soudan, Nigeria, Egypte.
- 600 entreprises chinoises sont actives en Afrique, y compris dans les domaines des télécommunications et de l'armement.

2. Rencontres bilatérales en 2004 :

16 pays ont été visités (4 au niveau MINAE, 12 au-dessus), dont deux 2 fois (Zimbabwe, Afrique du Sud).

13 Chefs d'Etat ou de gouvernement se sont rendus en Chine.

Le total s'élève donc à 29, sans compter les commissions mixtes économiques et commerciales.

Nombre de rencontres militaires du niveau CEM d'armée et au-dessus

Egypte : 10
Tanzanie : 4
mbie, Soudan, Nigeria, Ouganda : 3

3. Armement :

Principaux acheteurs : Soudan, Zimbabwe, RCI avant l'embargo

Grandes entreprises chinoises actives en Afrique :

NORINCO en Afrique de l'ouest et au Zimbabwe (relation ancienne avec M. Mugabe)

CATIC (société d'import-export e matériels aéronautiques) en Afrique australe et dans les Grands Lacs

NB : selon les diplomates Sud-Africains, M. Gbagbo, au début de la crise de novembre, aurait demandé à la Chine une assistance financière et la reprise de la livraison d'ALI et d'avions ; elle aurait refusé de livrer des ALI, mais la CATIC aurait été instruite d'étudier ce marché.